

Paris, le 11 mars 1992

Le Directeur des Affaires
Africaines et Malgaches

4 A 17

DÉCLASSIFIÉ

NOTE AU MINISTRE D'ÉTAT

A/s : RWANDA. Nécessité de réaffirmer et préciser la politique de la France.

L'évolution du Rwanda est bloquée par une contradiction évidente : seule l'ouverture politique intérieure permettra de trouver une solution durable à la guerre avec le Front Populaire Rwandais, mais cette ouverture politique est difficilement possible dans un pays que la guerre destabilise et radicalise de plus en plus.

En vue de donner un nouvel élan à nos efforts pour aider ce pays à sortir de la crise, la France doit renforcer son action dans quatre directions :

1) - Le FPR a intensifié la guerre à l'abri de la protection que lui accordent le Président MUSEVENI et l'armée ougandaise. Ses bases arrières sont sanctuarisées en Ouganda et le découragement de l'armée rwandaise, confinée dans une attitude défensive de plus en plus frustrante, affaiblit la capacité de résistance militaire du pays.

L'intransigeance du Front s'accroît et dans l'armée rwandaise, comme dans certaines parties de l'opinion publique, la logique de guerre prend le dessus.

Les tensions et maintenant les violences à l'égard des populations tutsi jugées proches des rebelles se multiplient.

Un renforcement de l'appui de la France à l'armée rwandaise permettrait d'inverser ces facteurs. Il serait utile, en particulier, de donner à l'armée rwandaise la capacité d'opérer de nuit. De la même façon, le retour d'un conseiller militaire français de haut niveau, placé auprès de l'état-major rwandais, aurait des conséquences immédiates. Enfin, l'acquisition de certains matériels efficaces dans ce genre de combat devrait être envisagée rapidement.

2) - En contrepartie de cet engagement supplémentaire de la France, discret mais significatif, il serait souhaitable d'appuyer, avec détermination, auprès de toutes les formations politiques rwandaises, les efforts du Président HABYARIMANA pour élargir son gouvernement et trouver un Premier Ministre en accord avec l'opposition.

La mise en place d'un gouvernement d'union nationale marquerait un tournant important dans l'évolution démocratique et contraindrait vraisemblablement le Front à situer son action plus sur le terrain politique et moins sur le terrain militaire.

3) - Il est temps pour la France, appuyée le cas échéant par ses partenaires européens et par les Etats-Unis, d'exercer une forte pression sur l'Ouganda et en particulier sur le Président MUSEVENI pour qu'il joue un rôle plus positif dans la recherche de la paix.

Une démarche devrait être rapidement effectuée dans ce sens à KAMPALA. Peut-être que la promesse de faire entrer l'Ouganda dans la liste des pays du champ pourrait y contribuer.

4) - Le problème des réfugiés qui ont quitté le Rwanda pour s'installer dans les pays voisins ne peut pas être traité en quelques mois. Une véritable prise en charge de ces populations implique que soient rassemblés des moyens financiers importants, comme cela avait été prévu au niveau de la Communauté Européenne. Encore faudrait-il que les propositions du Haut Commissariat aux Réfugiés voient enfin le jour. Une relance pourrait être effectuée à cet effet auprès des autorités compétentes.

Le Directeur des Affaires Africaines pourrait, si ces suggestions étaient retenues, se rendre de nouveau dans la région pour prendre les contacts nécessaires à la relance de notre action.

Paul DIJOUD